

Urgent: Discours à la nation : Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA Président de la République, Chef de l'Etat

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 17 AVRIL 2019

350

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Ministère des Affaires Etrangères et
de la Coopération Internationale**

**Forum
sur les défis
et enjeux
sécuritaires
au sahel**



**Projet de révision constitutionnelle :
La classe politique boude IBK !**



**Chemin de fer du mali : La grève fait
des victimes...**

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Une	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale : Forum sur les défis et enjeux sécuritaires au sahel	P.4
Brèves	Lutte contre l'insécurité au nord : Opération Tiè-saba bouroukou Litige foncier à Sotuba : L'héritière Niamankôlo Coulibaly a environs 300 familles Côte d'Ivoire : Les USA refuseraient-ils l'entrée sur leur territoire à SORO ? Commissariat de police du 15ème Arrondissement de Bamako : Un escroc international de nationalité burkinabé out du chemin de la population malienne ! Crise scolaire au Mali : IBK promet de « débloquer » les salaires des enseignants en marge d'une rencontre avec les leaders religieux Veuillez trouver le communiqué relatif aux administrateurs de biens immobiliers et aux agents immobiliers pas encore agréés.	P.6 P.6 P.7 P.7 P.8
Politique	Projet de révision constitutionnelle : La classe politique boude IBK ! Contribution de Me Cheick O Konaré / crise sociopolitique : Comment IBK peut s'en sortir ?	P.10 P.12
Actualité	Urgent : discours à la nation : Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KÉÏTA Président de la République, Chef de l'Etat Enterrements problématiques : Le corbillard de N'Tomikorobougou a disparu IBK reçoit un émissaire de Mme Frederica Mogherini : L'union européenne aux côtés du Mali Idrissa Arizo Maïga, Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako : « Il faudrait que sur l'ensemble du territoire, la justice soit mise dans les conditions de fonctionnement optimum » Chemin de fer du Mali : La grève fait des victimes...	P.14 P.17 P.18 P.19 P.21
Culture & société	Notre-Dame de Paris : Un chef-d'œuvre de l'architecture gothique de l'île de la Cité	P.22
International	Mouvance présidentielle au Sénégal : L'avenir incertain de Mimi Macky Sall lance l'opération rachat : "Même les plus grands joueurs sortent en cours de match" La Cathédrale Notre-Dame de Paris : Le toit du bâtiment le plus visité d'Europe a brûlé	P.23 P.24 P.24
Sport	Le CONOR outille la presse spécialisée : Les journalistes sportifs initiés aux 8 lois de jeu modifiées par la FIFA CAN 2019 : Mohamed MAGASSOUBA affiche son objectif	P.25 P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampike@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication :** Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougué

P.6



P.14



P.24



Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale : Forum sur les défis et enjeux sécuritaires au sahel



Jeu­di 11 avril 2019, dans la salle de conférence du département, une cérémonie d'ouverture du forum de haut niveau sur les défis et enjeux sécuritaires au sahel, organisé par la Cellule d'Appui à la Coordination pour la Paix et la Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (CASM­AP), qui a enregistré la présence plusieurs représentants de la communauté internationale. C'est le secrétaire général du ministère des affaires étrangères qui, en concluant son discours de bienvenue, a ouvert les travaux.

L'objectif du forum est d'informer les participants sur les défis et enjeux sécuritaires au Mali et au sahel. Identifier les principales cause du phénomène ; faire le point de l'évolution du phénomène, particulièrement depuis la crise de 2012 au Mali, faire l'état des principales dispositions prises au plan national, régional et international ; et enfin, relever les défis à court, moyen et long termes.

En effet, le terrorisme continue d'être l'une des plus graves menaces à la paix et à la sécurité internationales. Au cours de la dernière décennie, la menace terroriste en Afrique s'est encore aggravée. Des régions qui avaient été épargnées jusqu'à une période récente, sont devenues aussi

des cibles. Le cas du Mali en est un exemple frappant. Le terrorisme ne menace pas que les autres.

La création et le mode de fonctionnement arrêté de la CSMAP ont pour but d'appuyer le gouvernement du Mali dans ses efforts de réalisation des objectifs globaux de plateformes à savoir : assurer la durabilité des efforts visant à traiter les défis du sahel, maintenir l'attention sur les plus importants défis de la région, faciliter la

gouvernance des points de vue sur les priorités dans les initiatives régionales du sahel, contribuer à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issue du processus d'Alger, etc.

La CSMAP interagit avec tout département ministériel ou service administratif intervenant dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Son partenariat est très fécond avec la plateforme, le Comité National de Coordination des Actions du G5 Sahel, les ministères techniques et sectoriels concernés, le Comité de Suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, le Comité National de Coordination de la Mise en Œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, le Bureau du Haut représentant du Président de la République pour la Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et toutes les autres structures chargées de la mise en œuvre de l'Accord.

Les brillants exposés des consultants ont édifié les participants sur le territoire du sahel, les difficultés à combattre le terrorisme dans la zone, les rôles et responsabilités à assumer. A la suite des questions réponses, les recommandations ont été très pointues et seront remises à qui de droit pour dispositions à prendre.

■ **MOCTAR SOW**



Toguna Sangala



NTomikorobougou : le corbillard vendu était en arrêt depuis plusieurs années. Les pièces détachées ont rapporté 250 000 F.

Ibrahima Anne



Ibrahima Anne est avec Adji Mergane Kanouté. Je vous avais dit que l'opposition technocrates/politiques est à la fois artificielle et hypocrite. L'exemple par l'Ige Makhtar Cissé. Dix jours seulement après sa nomination, le voilà qui intègre l'Apr par le haut : le secrétariat exécutif national

Ibrahima Boubacar Yoro Maïga

Je prie pour que le prix du kilo du sucre n'augmente pas d'ici 2 semaines. KOUMA_GNENA WA?

La motion de censure contre Boubeye sera déposée le mercredi, le vote par les députés aura lieu le vendredi.

D'après nos infos le fils national #Katio sera le 1er à voter la motion de censure le vendredi. ANGA TA DRON

ACCIDENT GRAVE PAR LE CONVOI DE BOUBEYE.

Le motard du convoi de Boubeye a tamponné un motocycliste (Djakarta) qui serait dans un état critique.



Douba Dembélé

Douba Dembélé est avec Moussa Yoro Diallo et 6 autres personnes.

Que SBM aurait dit que son départ serait suicidaire pour le Mali. Si telle est vraie, ce SBM est un danger pour le Mali.

Bina Sogoba

IBK doit forcément s'adresser à la Nation. Ha les conseillers quel est votre rôle ?

Ousmane Tangara JB

S.C, leaders Religieux, Syndicats, une majorité désormais opposée

Macky Sall



Un des plus grands symboles de la France, #NotreDame vieille de plus de 800 ans est en proie aux flammes depuis plusieurs heures. Au nom du Sénégal, j'exprime toute notre solidarité à la France et à toute la communauté chrétienne à travers le monde.

Soumeylou B. Maïga

J'exprime toute notre solidarité à la #France et à toute la communauté chrétienne suite à l'incendie de la cathédrale #NotreDame de #Paris, l'un des plus grands symboles de la #France et un haut-lieu de la foi catholique. @Franceau-Mali

Soumeylou B. Maïga@SBoubeye



Guillaume K. Soro



Qui suis-je pour ne pas demander pardon? Je crois au Pardon et à la Réconciliation.

Guillaume K. Soro Compte certifié @SOROKGUILLAUME

Emmanuel Macron

Cette cathédrale Notre-Dame, nous la rebâtirons. Tous ensemble. C'est une part de notre destin français. Je m'y engage : dès demain une souscription nationale sera lancée, et bien au-delà de nos frontières. Emmanuel Macron Compte certifié @EmmanuelMacron



Idrissa Seck

"Pendant cinq semaines de carême, nos frères et sœurs Chrétiens se sont préparés par des œuvres de charité et d'abnégation à la célébration du mystère Pascal. Bonne fête du sacerdoce à tous les évêques du Sénégal ainsi qu'à leur Presbyterium. Bonne fête de Pâques !!! Idrissa Seck @IdrissaSeck2019



aBamako



Mali Deux-cent dix (210) dossiers de délinquants financiers à col blanc ont été préparés par les Inspecteurs de l'Inspection des Finances. Ces chemises circulent sous les manteaux dans les salons huppés à Bamako. Mamadou Sinsy Coulibaly... aBamako @aBamako

Ty Chérie



La manifestation prévue ce samedi en soutien d'ibk à mon avis est une grave erreur

Aliou Badara Diarra

A part le député Bla et celui de la CV. Tous les autres députés RPM voteront la motion contre le PM. Officiel



Lutte contre l'insécurité au nord : Opération Tiê-saba bouroukou



Pour une libre circulation dans la ville Gao et ses embranchements les troupes maliennes et françaises s'active. Une opération conjointe (Famas, Barkhane et Forces Burkinabés) pour déceler et neutraliser des groupes terroristes et leur base s'est déroulée du 7 mars au 12 avril 2019 sur la "Route Numéro 16" (RN16) de la région de Gao.

L'opération intersectorielle visait à créer un climat de sécurité constante et solide pour permettre aux populations de circuler à loisir dans les axes logistiques de la 1ère Région Militaire. Il s'agit de Bambara Maoundé, Inabel, Adiora, Tileya, Kobou, Yoro et Niaki. Ils sont deux (2) sections du GTIA 8 (Groupement Tactique Inter Armée 8), une (1) section du GTIA 1 plus une section commando en réserve (section Codo), deux (2) section de la Garde Nationale de Gao, une (1) section du secteur 3, (2) section du secteur 4, la Force Barkhane et celle du Burkina-Faso à prendre part à cette opération.

Litige foncier à Sotuba : L'héritière Niamankôlo Coulibaly a environs 300 familles

Sotuba ce matin les forces de l'ordre mandatées étaient visibles dans le quartier Sotuba pour déguerpir environs 300 familles qui seraient illégalement installées sur une parcelle appartenant à une dame du nom de Niamankôlo Coulibaly domiciliée à Moribabougou héritière de la dite parcelles.

Les populations ont refusé catégoriquement de vider les lieux malgré une décision de déguerpissement livrée une semaine auparavant

Elles ont brûlées des pneus et estiment qu'elles sont dans la légalité avec un titre foncier scinder en 3 depuis 1928 aussi que la dame serait une usurpatrice car n'étant pas du tout l'héritière légitime selon des témoignages. Enfin ils pensent qu'elle serait en complicité avec certains magistrats pour s'accaparer de leur bien

Côte d'Ivoire : Les USA refuseraient-ils l'entrée sur leur territoire à SORO ?



Le président avait pourtant laissé entendre qu'il ambitionnait poursuivre des études aux USA, mais un incident survenu entre temps pourrait avoir modifié son agenda.

Les USA refuseraient à Guillaume Soro son entrée sur leur territoire.

Des informations rapportées, le député qui avait eu un visa apparemment d'un an par le passé dans le cadre de ses fonctions de président de l'Assemblée nationale, jouirait désormais d'une fiche de renseignement salée.

Recevez les notifications des articles de KOACI en temps réel en utilisant nos applications Android (téléchargez ici) ou Apple (téléchargez ici).

Une source faisant allusion à l'affaire en cours au Burkina (putsch manqué, ndlr) confiera dans un français approximatif: "Il a voulu faire un coup d'Etat dans un coup d'Etat, il n'est pas très démocrate".

Une approche qui pourrait nous donner la mesure des qualificatifs des services de renseignements américains à l'endroit de l'ancien allié du président Ouattara dont l'entourage estime qu'il est "allé trop loin" et qu'il ne peut plus désormais "être protégé" par ce dernier.

Reste à savoir si ce changement de programme à l'évidence, indépendant de la volonté du député de Ferkessedougou qui pourrait désormais étudier en ligne, serait à l'origine de son agenda actuel qui apparaît pour certains, et peut être faute de mieux, comme une sorte d'errance au nord du pays, pour d'autres, de travail.

■ MAHOUDI INNOCENT



Commissariat de police du 15^{ème} Arrondissement de Bamako : Un escroc international de nationalité burkinabé out du chemin de la population malienne !

Le commissariat de police du 15^{ème} arrondissement vient de lever une épine aux pieds de la population malienne. Hier dimanche 15 avril, les hommes du contrôleur général de police, Issiaka B Sidibé ont mis la main sur un escroc international de nationalité burkinabé qui avait réussi à soutirer des centaines de millions aux nombreux citoyens.

Sous le leadership du ministre en charge de la sécurité et de la protection civile, le général de division Salif Traoré qui ne ménage aucun effort pour soutenir et accompagner les forces de l'ordre et de sécurité qui sont inlassablement à pieds d'œuvre pour la traque des bandits, délinquants, escrocs ou autres malfrats pour sécuriser les personnes et leurs biens comme en témoigne ce coup de chapeau que le commissaire divisionnaire Abdoulaye Djiré et ses éléments viennent de réaliser. En effet, le 15 Avril dernier, ils ont mis le grappin sur le nommé Noël Somé, pour escroquerie à grande échelle jusqu'à à Kéniéba dans la région de Kayes. La stratégie que cet escroc Burkinabé que nous voyons en image s'était frayée pour arnaquer les sociétés et entreprises maliennes, a été la création une société fictive en lançant



des faux d'appels d'offres pour l'octroi des marchés inventaires. Dans ces faux d'appels d'offres, il faisait croire aux entrepreneurs qu'ils vont obtenir des marchés à condition qu'ils payent le tiers du pourcentage pour pouvoir s'offrir du marché. Et pour arriver à ses fins, Noël a été même capable d'aller publier des faux d'appels d'offres dans quelques journaux de la place. Et c'est ainsi qu'il a réussi son coup plusieurs fois car beaucoup d'entrepreneurs Maliens sont tombés dans ses filets en payant des pourcentages estimés à des coûts de plusieurs millions de nos francs. À la suite des informations données par le 15^{ème} arrondissement au commissariat de Kéniéba que l'escroc a été finalement interpellé grâce aux concours du Commissariat de Kéniéba qui l'ont ensuite remis aux mains du commissaire divisionnaire du 15^{ème} arrondissement. A noter que depuis l'annonce de son arrestation qui s'inscrit dans le cadre de l'exécution d'un Soit Transmis et de l'émission d'un mandat d'arrêt international décerné contre lui, plusieurs victimes sont parties porter plaintes chez le commissaire Abdoulaye Djiré. Nous y reviendrons.

Crise scolaire au Mali : IBK promet de « débloquer » les salaires des enseignants en marge d'une rencontre avec les leaders religieux

Au Mali, le président Ibrahim Boubacar Keïta a promis, dimanche, de débloquer le salaire des enseignants, suspendus depuis des mois par le gouvernement après une série de grèves qui a plongé le pays dans une crise scolaire.

« Aujourd'hui, tous les Maliens sont surpris par la tournure des événements. Tout a été expliqué », a d'abord affirmé le président IBK lors d'une rencontre avec des chefs religieux et coutumiers à Koulouba qui l'ont invité à trouver des solutions à la crise de l'école. Avant de poursuivre: « Le déblocage des salaires n'est plus un problème Incha'Allah. »

Au Mali, depuis le début de l'année scolaire, une série de grèves des enseignants secoue l'école. Malgré des discussions avec le gouvernement, des points de blocage demeurent avec notamment la prime de logement. Mais les positions se sont durcies quand l'Etat a suspendu les salaires des enseignants. Une décision qui a poussé ces

derniers à rompre définitivement les négociations. « L'année risque d'être noire. Même pas blanche! » à prévenu le Cardinal Jean Zerbo, présent à la rencontre de ce dimanche. Nous avons dit aux enseignants qu'aucune revendication ne saurait justifier l'hypothèque de l'avenir des enfants. »

Ce déblocage des salaires, annoncé par le président IBK, devrait permettre la reprise des négociations entre les deux parties. Cependant, le risque d'une année blanche plane toujours sur l'école malienne.



Veillez trouver le communiqué relatif aux administrateurs de biens immobiliers et aux agents immobiliers pas encore agréés.

**MINISTÈRE DE L'HABITAT
ET DE L'URBANISME**

SECRETARIAT GENERAL

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUE

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme informe les Administrateurs de biens immobiliers et les Agents immobiliers non encore agréés qu'ils disposent d'un délai supplémentaire de trois (03) mois à compter du mercredi 17 avril 2019 pour se faire agréer conformément aux dispositions de la loi n°10- 021 du 10 juin 2010 régissant les professions d'Administrateur de biens immobiliers et d'Agent immobilier.

Passé ce délai, ceux qui ne sont pas agréés ne peuvent plus exercer ces professions.

P/Le ministre P.O



Le Secrétaire Général,

16 AVR 2019

Imrane ABDOULAYE
Chevalier de l'Ordre National



SPiRiT

MEGA TOMBOLA MOBICASH

Participez en faisant des transactions de 5000F ou plus

*offre valable jusqu'au 15 mai 2019

Projet de révision constitutionnelle : La classe politique boude IBK !



Sept mois après le début de son second mandat, IBK relance (de nouveau) « son » fameux projet de révision de la Constitution. Si la classe politique s'accorde sur la nécessité d'opérer des changements à la Constitution de 92, beaucoup de divergences demeurent.

A cet effet, le Président de la République a entamé une série de consultations avec la classe politique et une partie de la société civile. Le Front pour la sauvegarde de la Démocratie (FSD) et la Coalition des forces Patriotiques (COFOP), tous deux regroupements de partis membres de l'opposition, ont boudé l'invitation d'Ibrahim Boubacar Keïta. La raison : ils exigent l'ouverture d'un dialogue sur la vie de la nation, ainsi que les nombreuses crises qui secouent actuellement notre pays. Alors des questions fusent au sein de la classe politique malienne et même de l'opinion : pourquoi IBK tient-il, vaille que

vaille, à cette révision constitutionnelle ? Obéit-il à des injonctions extérieures ? Veut-il faire plaisir à une minorité alors que la majorité du pays réclame autre chose qu'une révision constitutionnelle ? Le chef de l'Etat a-t-il réellement conscience des dangers qui menacent l'existence même du pays ?

Après la gigantesque manifestation du 5 avril dernier à Bamako où des centaines de milliers de citoyens ont exprimé leur ras-le-bol à l'adresse du pouvoir en place. Le chef de l'Etat, Ibrahim Boubacar Keita a entamé une série de rencontres avec des responsables de partis politiques pour les soumettre l'avant-projet de texte de révision constitutionnelle.

Si certains leaders politiques comme Modibo Sidibé (Fare Anw Ka Wuli), Amadou Thiam (ADP-Maliba), Modibo Kadjoké (Pacte malien pour la refondation) et Abdoulaye Diarra (YEL-LEMA) ont répondu à l'appel du chef de l'Etat, ils ont, cependant, émis

beaucoup de réserves sur le processus engagé par le gouvernement. Aussi, des voix se sont élevées, au terme de ces rencontres, pour mettre en garde le chef de l'Etat sur l'opportunité de cette révision au moment où le Mali traverse une triple crise : sécuritaire, sociale et économique. Pour Modibo Sidibé, président des FARE, la réforme est certes indispensable, mais elle doit faire l'objet d'un dialogue national. L'ancien premier ministre est convaincu que : « La seule et vraie exigence de l'heure, est de dégager des perspectives solides de sortie de crise, de restaurer la confiance des maliens de l'intérieur et de l'extérieur en eux-mêmes et en leur Etat, car le processus qui conduira le Mali à une véritable sortie de crise structurelle, durable et refondatrice ne pourra faire l'économie d'un traitement de fond de l'ensemble des causalités ayant engendré la crise ».

Abdoulaye Diarra, 1er vice-président

de YELEMA, a rappelé que son parti adhère à l'idée de la révision de la loi fondamentale. D'ailleurs, ce parti n'a jamais été en marge des tentatives de révisions précédentes. Mais, une précision : « il faut impliquer toutes les forces vives du pays et «qu'on donne le temps au temps pour impliquer la majorité des Maliens». YELEMA est par ailleurs disposé à aider le chef de l'Etat pour que cet exercice de révision puisse atteindre les objectifs escomptés.

Le député Amadou Thiam, président de l'ADP-Maliba, a également salué cette initiative du président Keïta qui, estimera-t-il, affiche ainsi une réelle volonté d'ouvrir le dialogue. Il a témoigné que les efforts d'inclusivité au sommet de l'Etat sont réels par rapport à cette révision constitutionnelle. «Mais, les Maliens demandent beaucoup plus d'inclusivité», a-t-il déclaré, promettant que son parti fera l'analyse qu'il faut de cet avant-projet et «nous vous ferons le retour».

Modibo Kadjoké, président du Pacte malien pour la refondation, a bouclé la série des interventions. Pour lui, la pertinence de cette révision ne souffre d'aucune ambiguïté. Il a estimé que la priorité est de «travailler à la sécurité des populations, à rassembler les Maliens». Il a appelé le chef de l'Etat à plus d'inclusivité et l'a exhorté à écouter d'avantage le peuple.

La démarche du gouvernement au sujet de la réforme constitutionnelle est également contestée par la CNAS Faso-Hère de l'ancien premier ministre Soumana Sacko. « Au regard de la situation actuelle de notre pays, le président de la République est déjà en violation flagrante de l'article 118 de la constitution en engageant la procédure de révision constitutionnelle et lui demande instamment d'y

renoncer pour éviter à notre peuple déjà fort meurtri toutes nouvelles convulsions dont il n'a nul besoin », indique la CNAS Faso-Hère dans un communiqué.

Les regroupements de l'opposition disent NON

D'autres formations et regroupements politique, et non des moindres, ont préféré décliner l'invitation d'Ibrahim Boubacar Keita. En effet, le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) et la Coalition des Forces Patriotiques (COFOP) ont décidé de boycotter la rencontre de Koulouba qualifiée de folklorique au moment où le pays est au bord de l'implosion. Les deux regroupements politiques estiment que l'urgence est ailleurs.

Housseini Amion Guindo de la Cofop a expliqué leur boycott par la démarche d'IBK qui a refusé l'inclusivité du processus en amont, l'existence d'autres priorités comme la crise scolaire et surtout la dégradation de la situation sécuritaire. « Il n'est pas réfléchi de penser à un referendum quand partout le pays brûle » La deuxième raison, selon lui, est que cette révision constitutionnelle n'est pas une priorité actuellement. « Le pays a d'autres priorités et nous avons dit ces priorités au président : c'est l'actualité. Le président, au lieu de nous parler de comment il va sortir le pays de cette situation, veut nous soumettre un projet de révision constitutionnelle comme pour toute réponse à la crise actuelle du pays », a expliqué l'ancien ministre.

Même ton du côté du FSD qui reproche au président de la République de mépriser l'opposition qui a toujours clamé l'ouverture de dialogue

national inclusive. En effet, le principal regroupement de l'opposition accuse IBK et le gouvernement de mettre la charrue avant les bœufs au sujet de la réforme constitutionnelle, notamment nécessaire pour appliquer des dispositifs de l'accord de paix d'Alger.

Explications du président du Front pour la sauvegarde de la démocratie, Soumaïla Cissé : « Toute réforme doit provenir de ce dialogue politique, parce que les réformes institutionnelles sont d'abord politiques. Et nous estimons que c'est une fuite en avant, c'est un déni de réalité, c'est un manque de responsabilité. Et cela démontre à suffisance que monsieur Ibrahim Boubacar Keita, jusqu'à présent, n'a pas la mesure réelle de la situation que vit le Mali ».

Pour le regroupement de l'opposition, la priorité doit être au dialogue : « L'urgence est au dialogue politique national inclusif ! C'est ce qui explique notre réponse ferme au comité d'experts. Une réponse claire : pour nous, le préalable est et demeure l'organisation d'un dialogue national inclusif », ajoute le président du FSD.

A l'Etat actuelle de la situation, la question qui se pose est de savoir si ce projet ne subira pas le même sort qu'en 2017. À l'époque, IBK avait été contraint d'abdiquer face aux manifestations de la plateforme « Ante a Bana », « Touche pas à ma Constitution », qui regroupait l'opposition et des organisations de la société civile. Sous la pression populaire à un an de la fin de son mandat, Ibrahim Boubacar Keita avait enterré son projet de révision constitutionnel, présenté comme indispensable à la modernisation des institutions et à la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger.



Contribution de Me Cheick O. Konaré / crise sociopolitique : Comment IBK peut s'en sortir ?



Réélu il y a à peine sept mois, Ibrahim Boubacar Keïta n'a bénéficié d'aucun état de grâce. Il est contesté de toutes parts. Enseignants, étudiants, fonctionnaires, cheminots, gardes pénitentiaires, médecins, tout le monde y va de sa petite grève. Il n'y a pas jusqu'aux directeurs financiers des services publics, censés pourtant constituer une belle caste de privilégiés, qui n'aient déclenché un mouvement de débrayage.

Au même moment, l'État n'exerce aucun contrôle sur le Nord, livré aux rebelles et à leurs alliés terroristes, alors qu'au Centre, les affrontements intercommunautaires font des hécatombes et les milices armées prolifèrent comme moustiques en

hivernage. Sans égard pour les dizaines de civils et de soldats qui tombent chaque jour, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) foule allègrement aux pieds l'Accord de paix tandis que la milice centriste Da Na Amassagou défie ouvertement l'État.

Ce tableau apocalyptique apparaît encore plus terrifiant quand on se souvient que les caisses de l'État sont littéralement vides et que, les uns à la suite des autres, les investisseurs se détournent du Mali. Ce qui compromet durablement toute possibilité pour le gouvernement de répondre favorablement aux revendications catégorielles, voire d'exécuter les dépenses courantes du pays.

Point n'est donc besoin d'être grand clerc pour constater l'inefficacité de la politique suivie jusque-là par les pouvoirs publics. Prétendre le contraire revient à user de propagande ou à jouer les masseurs de pieds aux dépens de l'intérêt national. D'autant que depuis quelques semaines, les fidèles musulmans ont rejoint les partisans de l'opposition dans les rues, rendant le climat encore plus délétère.

Alors, que faire ? Comment IBK pourrait-il se dépêtrer de ce borborygme ?

Certains, comme les opposants politiques et les groupes religieux, exigent la démission du Premier ministre. Certes, ce départ pourrait dégonfler d'un cran les muscles de ses adversaires et rassurer ceux qui soupçonnent Soumeylou Boubeye Maiga d'utiliser l'État pour préparer ses plans présidentiels; mais selon nous, les problèmes de fond qui minent le pays subsisteraient car ils sont tributaires d'une politique et non d'un homme, soit-il chef du gouvernement. En effet, le Premier ministre n'agit pas seul: membre d'une alliance politique, il forme une équipe solidaire avec le gouvernement et

obéit aux directives du chef de l'État... En conséquence, pour remédier à la ribambelle de problèmes de fond, nous réitérons notre vieille proposition de conférence nationale. Une proposition aujourd'hui partagée par la plupart des acteurs politiques. L'intérêt d'une telle assise, souveraine ou non, est multiple :

- la conférence tirera le bilan de 28 ans d'une démocratie mal adaptée à nos réalités, mal comprise par nos compatriotes, mal appliquée par nos institutions et, au bout du compte, inapte à faire notre bonheur; les confrenciers redéfiniront la démocratie, lui donneront de nouveaux habits et lui assigneront de nouveaux objectifs, très éloignés du gouffre de corruption et de laxisme où elle patage depuis 1991;

- la conférence rassemblera les Maliens dans toutes leurs diversités, recueillir leurs critiques et suggestions et, surtout, donnera à IBK un nouveau cahier de charges qui lui permettrait de corriger les lacunes de sa politique et d'affronter, au nom et avec l'appui de toute la nation, les périls de l'heure;

- la conférence relira les textes de la République, y compris la Constitution, en précisant notamment les sacrifices que les Maliens sont réellement prêts à consentir pour renouer avec leurs frères du Nord: cette relecture corrigerait et légitimerait l'Accord de paix signé avec les groupes armés tout en offrant aux opposants de meilleures garanties pour les futures élections;

- la conférence se prononcera enfin sur les missions des forces étrangères perçues aujourd'hui par la majorité des Maliens comme poursuivant d'autres intérêts que ceux du Mali.

Si cette conférence réussit, un gouvernement d'union nationale sera chargé d'organiser des élections référendaires, législatives et locales. Le nouvel État issu de ce processus balayerait tout obstacle qui se dresserait devant lui car il incarnerait la nation entière, et non un parti ou un homme.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA



C'est à la dernière minute que votre quotidien numérique MALIKILE s'est procuré le discours du président de la république. Nous y reviendrons avec un décryptage dans le prochain numéro.

Urgent : discours à la nation : **Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA Président de la République, Chef de l'Etat**

Maliennes, Maliens,

Je sais que depuis des semaines, la nation attend ma parole qu'elle a jugé rare, en raison des péripéties que nous vivons.

L'attente de la nation est légitime, après toutes ces semaines d'écoute, de consultation, d'interaction avec les représentants de nos forces sociales et politiques.

Il était nécessaire de laisser du temps au temps, de laisser se décanter des situations, d'éviter la passion qui est toujours mauvaise conseillère.

Avec ce peuple, envers ce peuple, je ne commettrai jamais le péché de mépris et d'arrogance.

Alors ce soir, le serviteur privilégié que je suis est devant la nation, se tenant devant elle, dans une humilité qui ne sera jamais feinte, mais toujours fier et toujours honoré de se mettre à l'écoute de ses compatriotes, de débattre avec eux du pays que nous avons en partage.

Ce cher Mali que chacune et chacun doit mettre au-dessus de soi !

Ce Mali millénaire et éternel que chacun d'entre nous porte profondément en son cœur, que nous avons, tous et chacun, égale obligation de porter,

d'accompagner, de protéger et de faire rayonner !

Ce bateau Mali qui tanguera sans doute mais qui ne chavirera jamais, comme le chantent si bien, nos poètes traditionnels quand ils disent notre glorieuse « geste nationale », en d'autres temps d'épreuves rédhibitoires pour l'Etat, la nation, la démocratie, mais des épreuves qui furent heureusement surmontées.

Cependant, avant d'aller plus en avant, j'aimerais inviter tous nos compatriotes à se joindre à la douleur de la communauté chrétienne qui pleure Notre Dame de Paris.

Elle pleure à juste raison. Le joyau ravagé par le feu avait su traverser le temps, ouvrir les bras au monde entier. Aujourd'hui, il n'appartient plus à une confession. Il est un trésor mondial, un patrimoine de l'humanité et l'humanité saura le restaurer, comme elle le fit hier avec les monuments de Tombouctou, démolis dans un passé récent par la folie destructrice de ceux-là qui ne rendirent pas ce faisant un quelconque service à notre Islam vénéré.

Mes chers compatriotes,

Je vous parle. Je vous parle de nous, de chacun d'entre nous, de chacune d'entre nous, de nous toutes et de nous tous, parce que nous sommes logés à la même enseigne.

Je vous parle de nos angoisses, de nos projets, de nos aspirations, de nos problèmes mais aussi et surtout de nos solutions.

Je commence par dire que j'ai entendu toutes les colères, décodé tous les signaux, compris tous les messages remontant d'un pays dont je ne saurai jamais mésestimer les préoccupations.

Oui. La situation sécuritaire, malgré nos efforts, reste un défi majeur qu'il faut relever, j'en suis conscient, au plus vite, par des réponses durables, pas par des artifices, puisqu'il en va de la continuité de notre pays, d'un pays dont les fondements ont été ébranlés par la crise multiforme de 2012.

C'est le cas au Nord du pays où des flambées de violence viennent hélas rappeler avec récurrence l'impératif de faire en sorte que les acquis fragiles enregistrés depuis 2015 ne soient pas remis en cause.

Que tout le monde prenne sa part

dans cette œuvre : l'Etat malien, ses partenaires ainsi que les groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation ! Mais que tout le monde prenne sa part sincèrement, rapidement et effectivement car chaque seconde perdue pour la paix est gagnée par la guerre !

S'agissant du Centre de notre pays, qu'il me soit permis de rappeler la tragédie d'Ogossagou qui le 23 mars dernier a endeuillé la nation et horrifié le monde civilisé.

Mes chers compatriotes,

Les faits révélés ont produit une véritable onde de choc psychologique à travers le pays, et même très rapidement au-delà.

Des images insupportables ont circulé, montrant l'horreur d'une barbarie qui a dévasté ce qui fut une communauté humaine.

Ces images nous renvoient au passé tant de symboles obscurs et accablants que nos âmes affligées s'inquiètent d'un effondrement moral et spirituel.

Jour de grande tristesse que ce jour-là, qui vit tant de valeurs humaines, jusque-là magnifiées et partager, se consumer dans les fumées de la haine et du fanatisme ; vie, sens du sacré, famille, sagesse, tolérance, empathie, cousinage à plaisanterie, fraternité religieuse, tout cela rendu méconnaissable, dans les cendres des tisons humains, d'habitations calcinées, d'une terre devenue inhospitalière.

Ce n'est pas seulement notre drapeau national qui fut en berne, c'est tout le brillant humanisme dont nous étions si fiers !

Dans nos mosquées et dans nos églises, les séances de prières publiques n'ont pas manqué, pour toutes les victimes.

Que toutes ces prières, bonne prières, soient exaucées par le Miséricorde Suprême !

Il nous faut aider notre jeunesse, souvent en perdition, à sortir des chemins de pensée archaïque, des mimétismes politiques stériles, des impasses des responsabilités malencontreusement assumées ou revendiquées.

Il nous faut conduire cette jeunesse là sur les chemins d'un avenir viable dans un monde où les découvertes et les connaissances de tous ordres ex-

plosent et dont elle a besoin de connaître les clés pour y vivre dignement.

Il nous faut aider notre jeunesse à retrouver le sens du sentiment national authentique et non simplement à en rechercher le vernis politique.

Mes chers compatriotes,

Les violences intercommunautaires ne peuvent pas s'ajouter à l'insécurité entretenue par les pseudos djihadistes.

Nous devons faire attention et écouter, dans leur sagesse, nos enfants, stylistes ou musiciens préoccupés par le recul de la convivialité, eux qui nous rappellent, dans le slogan devenu populaire que nous sommes « même père, même mère ». Au nom du sang qui nous unit, au nom du lait que nous avons sucé, au nom des pactes que nous avons noués, nous devons revenir à nos valeurs, revenir à ce que le Mali a été et demeure.

L'Etat pour sa part, n'acceptera pas de dérogation et il sévira avec la même rigueur contre toutes les milices, tous les auteurs de guerre.

Mes chers compatriotes,

Les événements qui se déroulent au Centre de notre pays ont atteint une dimension inacceptable qui nous interpelle tous. Les mesures nécessaires ont été prises au niveau du Gouvernement pour que des contingents supplémentaires des forces armées et de sécurité soient déployés sur le terrain. Sur notre demande, les partenaires internationaux – la MINUSMA et Barkhane – sont, eux aussi, engagés dans la sécurisation accrue des populations. Dans le même temps, nous poursuivons notre programme de désarmement et d'intégration des éléments armés qui ont fait le choix de renoncer à la violence.

Le sort des populations civiles victimes de violences au Centre de notre pays constitue une tragédie qui interpelle la conscience de la Nation. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Présidentiel d'Urgences Sociales un fonds d'intervention d'un milliard de francs CFA sera mis en place en faveur de nos compatriotes qui du fait de l'insécurité se trouvent aujourd'hui dans une détresse extrême.

Sur mes instructions, le Gouverne-

ment procédera également à un glissement de crédits de douze milliards de francs CFA vers les services sociaux de base dans le cadre du Plan de Sécurisation Intégré des Régions du Centre (PSRIC).

Mes chers compatriotes,

L'enjeu du moment, les défis de l'heure, nos consciences individuelles ainsi que notre responsabilité collective, exigent que nous posions les problèmes, cartes sur table.

C'est pourquoi il me faut insister sur la situation de l'école, la nécessité impérieuse de stabiliser notre système éducatif.

Cette revendication était au cœur du combat des étudiants et des scolaires maliens, ceux de l'intérieur comme de l'extérieur, et à travers plusieurs générations.

Combat légitime s'il en est, car il n'est pas de nation viable sans système éducatif solide.

Hélas, nous devons également déplorer que depuis trois décennies, malgré les efforts entamés se traduisant par un investissement massif en infrastructure, malgré une gestion de plus en plus maîtrisée du flux dans un pays où la poussée démographique est forte, l'école malienne, est loin d'être stabilisée.

Souvenons-nous qu'au sortir du Forum national sur l'éducation en 2011, il avait été formulé 490 recommandations, dont 152 sur l'enseignement supérieur, 95 sur l'Enseignement secondaire, 132 sur l'éducation de base et 111 sur l'éthique et la déontologie.

Les moyens à mobiliser pour l'école, apprenants comme enseignants sont lourds, très lourds. Ils sont généralement au-dessus des capacités financières de l'Etat et des enseignants, même si ce secteur mérite tous les égards de la nation, tous les sacrifices possibles.

Pour ma part, il n'est pas question de laisser l'enseignant être le parent pauvre du développement de la nation.

J'ai instruit au gouvernement de trouver alors un point d'équilibre, un terrain d'entente via une négociation intelligente, et ce dans le respect mutuel, dans les limites bien comprises de ce que l'Etat peut consentir tout de suite et ce qu'il ne peut que plus tard.

Les salaires des enseignants grévistes seront débloqués : je m'y suis engagé et ce sera fait Inchallah.

Mes chers compatriotes,

Pour la paix sociale, pour notre capital social, surtout lorsqu'est menacé dans certaines parties de cher territoire, cette paix malienne que nous avons habilement négociée au fil des siècles et des compromis, entre les métiers et les ethnies, j'ai entrepris depuis de longues semaines de rencontrer nos forces politiques et sociales.

J'ai apprécié au plus haut point les échanges et les contributions qui m'ont apporté des éclairages utiles. La dynamique de l'interaction se poursuit.

Car je n'ai pas d'autre choix, ayant accepté d'être l'héritier de toutes les législatures, étant un acteur de premier plan de l'évolution politique et institutionnelle de notre pays depuis trente ans, comptable du bilan et donc en position de distinguer entre les acquis et les passifs, les grains de beauté et les verrues.

Les pourparlers entrepris connaîtront leur dénouement logique.

Mes chers compatriotes,

Je ne peux cependant pas ignorer le fait que parmi les représentants des forces politiques et sociales rencontrés la semaine dernière figurent des interlocuteurs qui, animés de raisons positives, ont souhaité que se poursuive et s'approfondisse le débat autour des évolutions prises en charge par la révision constitutionnelle. Cela afin de renforcer le consensus populaire autour de la future loi fondamentale.

Mon souhait n'est pas non plus de mettre à la marge d'une entreprise aussi importante pour l'avenir de notre pays les formations politiques et les associations qui souhaitent l'organisation d'un débat national préalable de la tenue d'un Référendum. Aussi ai-je décidé de confier à un triumvirat la tâche de diriger un cadre de concertation nationale regroupant du 23 au 28 avril 2019 les représentants de toutes les forces politiques et sociales de notre pays. Les remarques et propositions issues des travaux de ce cadre de concertation seront prises en compte dans l'avant-projet de loi portant révision

de la Constitution du 25 février 1992. Celui-ci sera adopté en Conseil des Ministres avant d'être déposé à l'Assemblée Nationale.

Durant toute cette période, j'annulerai tout déplacement hors du pays pour me consacrer entièrement à votre écoute.

Mes chers compatriotes,

L'idée d'un cadre de dialogue plus vaste, plus représentatif, plus inclusif, fait son chemin et emporte mon adhésion.

Le projet aura pour but d'évaluer les forces et les faiblesses de notre démocratie, de notre vécu institutionnel d'une part, et de cerner d'autre part, les opportunités et les menaces du chemin.

Tous les enseignements des processus participatifs initiés dans notre parcours immédiat seront tirés : des concertations régionales et nationales, forum politique- qui ont accompagné les premiers pas de la démocratie malienne, aux Etats généraux de la Décentralisation, aux Assises du Nord, aux Assises nationales organisées sous notre magistère, en passant par le Forum national sur l'Ecole, le Forum sur la lutte contre la Corruption, sous la deuxième décennie de la III^e République.

Ce ne seront pas alors les données qui manquent. Et si aucune préconisation nouvelle ne doit être ignorée à condition d'être efficiente et pertinente, il ne peut s'agir d'enfoncer des portes ouvertes.

Il ne pourrait être question de traîner en longueur.

Ce qu'il nous faut, c'est un format qui ne laisse personne sur le quai, qui rassemble les segments les plus divers de notre société.

Ce qu'il nous faut, c'est un consensus solide pour notre avenir politique, institutionnel, social, je devrais dire sociétal.

Qu'Allah me donne les épaules de la charge, qu'il ne me les donne que pour le seul bénéfice du Mali. Pour l'honneur et le bonheur du seul Mali. Et qu'ensemble, opposition, majorité, sociétés civiles, nous nous donnions la main pour boucher les trous de la jarre, la jarre ne pouvant avoir pour vocation que d'étancher la soif collective.

Or la soif du pays est grande ; soif de paix, soif de décentralisation effec-

tive, soif de développement, soif de reconquérir sa place dans le concert des nations, soif d'être de nouveau un centre de rayonnement et d'influence.

Nous en sommes capables. Parce que nous sommes une terre de sagesse populaire qui a irrigué les grandes cultures de notre espace.

Il est à notre portée de construire et de consolider la République dans la démocratie, la construire dans la justice et dans l'équité, dans la prospérité et dans la paix.

Telle était l'ambition des pères fondateurs du Mali.

Et telle, je l'accepte.

Je n'ai pas d'autre agenda que de faire ma part dans la concrétisation des aspirations et des espérances de nos martyrs, de notre peuple.

Je le ferai avec l'opposition et la majorité, je le ferai avec ceux qui ont voté pour moi et ceux qui ont accordé leur suffrage à d'autres, et surtout ceux plus nombreux qui continuent de rester en marge des votes.

Et quel successeur comblé ne serais-je pas de pouvoir conduire l'exercice avec le conseil et l'accompagnement de tous mes prédécesseurs, Moussa Traoré, Alpha Oumar Konaré, Amadou Toumani Touré, Dioncounda Traoré.

Ensemble, nous vaincrons.

Ensemble, aucun obstacle ne nous résistera

Mes chers compatriotes,

Notre pays a la chance de bénéficier de la présence de veilleurs vigilants, impliqués et inlassables. Grâce à eux, nous sommes parvenus jusqu'ici à éviter que les comportements extrêmes ne balaient la pondération bien connue de notre peuple. Il nous faut donc écouter et amplifier les voix qui nous appellent à la raison et surtout à l'unité. C'est ensemble que nous nous préservons, c'est ensemble que nous nous sauverons. Evitons donc d'allumer de nouveaux brasiers en dispersant les braises de la discorde et de l'intransigeance. Ainsi que nous y invite l'hymne national de notre cher pays, « pour le salut public, forgeons le bien commun ».

**Vive le Mali, Vive la République,
Que Dieu bénisse le Mali !**

Enterrements problématiques : Le corbillard de N'Tomikorobougou a disparu

Emprunter entre voisins en Afrique, c'est banal. Mais quand il s'agit d'outils d'enterrement, cela peut peser problème.

Certains problèmes deviennent plus pressants avec certaines circonstances aggravantes. Par exemple, cela faisait six mois que le plus étendu et de loin le plus peuplé des quartiers de la Commune III du District de Bamako enterrait ses morts à l'aide des corbillards des autres (Darsalam, Badialan et autres). Cela ne posait pas trop de problèmes: avec la fraîcheur, on meurt nettement moins. Et en cas de besoin, un mort à enterrer en l'occurrence, on peut s'arranger avec les autres.

Mais depuis la mi-mars, la canicule est montée en flèche. Le nombre des décès a profité de l'aubaine pour se faire une santé aussi. Du coup, la pression sur les corbillards est montée aussi. Dans ces conditions, emprunter avec les autres peut poser problème. Non seulement les autres ont eux-mêmes besoin de leur maté-

riel, mais en plus, les sales mots de la part de certains énergumènes peuvent énerver. À un moment donné, la dernière goutte d'eau fait déborder le vase.

C'est ce qui est arrivé le vendredi 12, jour de manifestations mises entre parenthèses contre IBK. Et c'est dans la nuit que la température a fait sauter le couvercle. Dans la cour de notre confrère radio, Youssouf KONE alias "Pissant".

Le natif du quartier et fils de grand prêcheur raconte que c'est à 23 heures que les jeunes du quartier, très en colère, ont envahi sa maison. Les premières inquiétudes passées, le journaliste sportif à compétence étendue (il s'essaie à la politique depuis quelques temps) se fait expliquer le topo. Il fut chargé de passer le "Cikan" (prononcer Tchikan) au chef de village du quartier et à l'imam: que le corbillard de N'Tomikorobougou réapparaisse sans délai. Entendu? Oui entendu, a répondu "Pissant" (Puis-sant).

Certains jeunes ont dû dire aux au-

tres: nous avons besoin d'un "daba" (une grande gueule) et Pissant est le mieux indiqué. Allons chez lui de ce pas. Ils ont vu juste. Et tôt le matin, Pissant a passé l'information sur les ondes de FR3. Et la nouvelle a circulé comme une traînée de poudre. Durant le weekend dans toute la Commune III, l'on ne parlait que de cela. Mais, où est donc passé le corbillard? Le coup de gueule du confrère Pissant a permis de secouer le cocotier. Car la version qui s'était imposée par la force des choses était que le véhicule avait été volé. Voler un corbillard! Cette version était d'autant plus plausible que les maliens ont changé et que le véhicule en question était une Mercedes "207". Une marque et un modèle très prisés du côté des transports en commun. Il suffit de le faire venir au Mali pour que les candidats à l'achat se bousculent aux portillons. Aux dernières nouvelles, N'Tomikorobougou avait trois autres corbillards au garage. On a donc vendu le bon pour dépanner les trois autres. Sans rien dire du tout à personne. Et c'est maintenant que l'information a été donnée.

On va se contenter de cette version apaisante pour enterrer un sujet gênant. Très gênant même.

■ AMADOU TALL



IBK reçoit un émissaire de Mme Frederica Mogherini : L'union européenne aux côtés du Mali

Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta, a accordé, dans l'après-midi du lundi 15 avril 2019 une audience à Monsieur Ángel LOSADA FERNÁNDEZ, Représentant spécial de l'Union Européenne (UE) pour le Sahel depuis le 28 février 2017, accompagné d'une forte délégation. M. LOSADA est porteur d'une lettre de Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-présidente de la Commission européenne, à Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta, Président de la République, Chef de l'Etat.

Évoquant le contenu de cette lettre, M. LOSADA a déclaré : « Nous venons d'être reçus par le Président de la République pour lui remettre à main propre une lettre de la haute représentante de l'Union Européenne et Vice-Présidente de la Commission Madame Mogherini dans laquelle l'Union Européenne fait part de sa vive émotion également de sa sympathie, de ses condoléances face aux événements qui ont eu lieu à Ogossagou, aux événements et également aux massacres qui ont lieu avant » Selon M. LOSADA, l'Union Européenne a manifesté aux hautes autorités maliennes leur solidarité et également leur volonté d'aider surtout et d'accompagner le Mali dans le processus d'enquête suite aux événements tragiques de Ogossagou. Sur ce sujet, il a insisté « Avec Monsieur le Président de la République, nous avons convenu bien sûr que l'impunité ne prélevera pas, au contraire, c'est la seule façon de lutter contre l'impunité, c'est la seule façon d'aller au-delà de ces problèmes qui ont lieu, c'est la seule façon de réconcilier ». Abordant d'autres sujets, l'émissaire de Mme Mogherini a expliqué « Nous avons également touché tous les éléments qui ont lieu ce matin lors de la session du (Comité de suivi de l'Accord) CSA pour la mise en œuvre de

l'Accord. Nous sommes convenus sur l'importance de la prochaine réunion qui aura lieu également en présence des ministres des affaires étrangères du G5- Sahel et des ministres européens, le 14 mai 2019 à Bruxelles. Au cours de cette réunion nous verrons la situation sécuritaire dans la région et également au Mali et sur les différentes contributions que nous faisons. Donc nous avons repassé la situation des politiques intérieures et vu un peu l'état des relations entre l'Union Européenne et le Mali. Je répète l'Union Européenne avec ses missions, avec la délégation et le chef de délégation qui est ici avec moi, avec l'ambassadeur, avec le Chef de l'EUCAP, le chef de EUTM nous sommes aux côtés du Mali pour la formation, pour le conseil et pour mener à bien les missions justement qui ont et entreprises et dont le Pré-

sident de la République nous a fait part"

Il y'a quelques jours, le haut diplomate espagnol de l'Union Européenne, était à Mopti aux côtés des autorités maliennes pour l'aider à faire toute la lumière sur les événements d'Ogassagou. Monsieur LOSADA, participe également, aux sessions ordinaires du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé à Bamako. Parmi ses missions au Mali et au Sahel, région en trouble, il est chargé d'appuyer l'action de Mme Federica Mogherini. Il a remplacé à ce poste M. Michel Dominique Reveyrand De Menthon.

L'audience s'est déroulée en présence du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, du Ministre Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat, du Conseiller diplomatique par intérim..

■ CELLULE DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE



Idrissa Arizo Maïga, Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako : « Il faudrait que sur l'ensemble du territoire, la justice soit mise dans les conditions de fonctionnement optimum »



Ce lundi 15 avril 2019, la première session ordinaire de la Cour d'Assises de Bamako au titre de l'année judiciaire 2018-2019 a ouvert ses portes. Au cours de cette première session, 92 affaires pour un total de 121 accusés seront jugées par les juges. Lors de son réquisitoire, le procureur général près la cour d'appel de Bamako, Idrissa Arizo Maïga a invité la Cour à punir les spéculateurs fonciers. « Il se trouve que certains citoyens, particulièrement à Bamako et alentours volent leur sécurité et même leur sûreté compromises par une race de malfrats prosaïquement appelés spéculateurs fonciers en fait de vrais prédateurs, qui dans leur témérité n'épargne personne, même pas l'Etat, à fortiori le citoyen ordi-

naire. Personne n'est à l'abri de ces spéculateurs impénitents. Alors le remède à toutes ses dérives, reste la justice. Il faudrait que sur l'ensemble du territoire la justice soit mise dans les conditions de fonctionnement optimum, car là où il n'y a pas de justice, s'installe rapidement le désordre, l'incivisme et le gâchis et un lit douillet pour l'impunité, source de tous les abus, et des plus horribles », a déclaré le procureur général.

La cérémonie d'ouverture de cette session d'assise a enregistré la présence de l'ensemble de la famille judiciaire et d'autres personnalités. Ainsi, dans son réquisitoire, le procureur général près la cour d'appel de Bamako, Idrissa Arizo Maïga a fait savoir que les affaires programmées sont au nom-

bre de 92 dont 4 reviennent sur les intérêts civils. « **Au fond 88 pour un total de 121 accusés, se répartissant ainsi qu'il suit en : Crimes de Sang : Assassinat : 10, Coups mortels : 09, Meurtre : 06, Empoisonnement : 02, Parricide : 01, Coups et blessures volontaires aggravés avec mutilation : 01, Infanticide : 03. Infractions contre les mœurs : Pédophilie : 10, Viol : 11. Infractions contre les biens : Vols qualifiés, association de malfaiteurs : 10 ; Atteinte aux biens publics : 02 Faux et usage de faux : 03, Terrorisme : 10, Trafic de stupéfiants : 4, Traite de personne et enlèvement 04, et un cas d'exploitation organisée de la mendicité** », a-t-il dit.

A ses dires, la banalisation des viola-

tions graves des droits les plus sacrés de l'homme et l'impunité qui l'accompagne sont révélatrices d'une impuissance dans laquelle aucune société ne pourrait se complaire, car elle ne sera pas tout simplement viable. A l'en croire, le droit de tout citoyen de vivre en sécurité est une exigence de tous les temps. Pourtant, dit-il, l'insécurité juridique rampante du citoyen, relativement au droit de la propriété, notamment le foncier est un facteur ahurissant de trouble grave de l'ordre et de la tranquillité publics.

« Il se trouve que certains citoyens, particulièrement à Bamako et alentours volent leur sécurité et même leur sûreté compromises par une race de malfrats prosaïquement appelés spéculateurs fonciers en fait de vrais prédateurs, qui dans leur témérité n'épargne personne, même pas l'Etat, à fortiori le citoyen ordinaire. Ils jettent indistinctement leur dévolu sur n'importe quel espace, y établissent facilement des faux titres, obligeant le propriétaire du titre initial à un procès qui n'a pas sa raison d'être, car je ne crois pas qu'il puisse avoir de terres à Bamako et alentours qui n'ait de propriétaire », a souligné le procureur

général.

Et pour assurer leurs arrières, Idrissa Arizo Maïga a signalé qu'ils s'acquièrent avec des personnes haut placées et parmi lesquels, des magistrats, des policiers et autres, pour s'assurer une impunité.

« Eux aussi jouent le jeu, alors commence le festival des procès à n'en pas finir. Des honnêtes citoyens désarmés et désappointés face à des adversaires singuliers, se retrouvent à valser entre les juridictions en quête de solution à leurs problèmes. Personne n'est à l'abri de ces spéculateurs impénitents et téméraires qui peuvent à tout instant troubler la tranquillité des honnêtes citoyens qui ne savent plus à quel saint se vouer, écartelés entre l'indignation, le remords et la révolte, ne comprenant pas ce qui leur arrive, quand après plusieurs années d'efforts, s'étant façonné un habitat pour leur tranquillité et celle des siens, un illustre inconnu vient tout remettre en cause. Alors le remède à toutes ses dérives, reste la justice. Il faudrait que sur l'ensemble du territoire la justice soit mise dans les conditions de fonctionnement optimum, car là où il n'y a pas de justice, s'installe

rapidement le désordre, l'incivisme et le gâchis et un lit douillet pour l'impunité, source de tous les abus, et des plus horribles. Kologo et Ogossagou récemment, sont là pour nous le rappeler», a-t-il martelé.

Il reconnaît que la justice ne peut résoudre tous les problèmes, mais sa présence est indispensable pour ramener la sérénité, la tranquillité ou la paix sociale, par la confiance qu'elle permet de restaurer, en ses moments d'instabilité, de peur et de désespoir. Pour lui, la justice ne peut exister là où il y a pas l'Etat avec l'ensemble de ses structures qui la compose (administration, sécurité et autres), et dont elle est une composante axiale. Par ailleurs, il dira qu'il n'y a pas justice performante, quand ses organes de contrôle, gage de son bon fonctionnement sont atrophiés, faute de personnel suffisant ou de moyens appropriés et adéquats. **« La où la justice ne passe pas, s'installe l'impunité, sources de toutes les dérives, car les certitudes s'ébranlent laissant place au désespoir, au péril, au doute existentiel »**, a conclu le procureur général.



Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Chemin de fer du Mali : La grève fait des victimes...

La grève de la faim A, entamée depuis le 18 décembre 2018 par les travailleurs de la régie des chemins de fer, a déjà fait plusieurs victimes à Bamako et dans d'autres localités. En effet, on a enregistré 8 décès et de nombreux malades parmi les grévistes. Cela fait onze mois que les cheminots maliens courent derrière leurs salaires. Après plusieurs démarches et mouvements de revendications entreprises auprès des autorités, les cheminots se sont résolus à entamer, le 18 décembre 2018, une action de désespoir : la grève de la faim. Par cette mesure de refus de s'alimenter, peu connu des Maliens, les travailleurs de la régie des chemins de fer exigent le paiement de leurs arriérés de salaires, ainsi que la reprise du trafic ferroviaire sur la ligne Dakar-Bamako. Au même moment, la Régie se meurt à cause de nombreuses difficultés qui menacent son avenir et celle des milliers de travailleurs.

Installés près des rails, ils ont reçu le soutien de leurs familles. Beaucoup de grévistes de la faim sont âgés, leur santé est fragile et plusieurs ont été hospitalisés.

Depuis le début du mouvement et surtout l'indifférence du gouvernement à trouver une solution pour stopper ce drame, huit cheminots ont trouvé la mort, des suites de la grève de la faim ou de manque de soins, à savoir : Moussa Sissoko, conducteur



de draine à Kita, Siaka Sidibé, conducteur de train à Toukouto, Seydou Sidibé, aiguilleur à Kayes, Sekouba Bagayoko, chef de section à Bamako, Mariam Doumbia, agent de santé à Bamako. Aussi, de leurs côtés, les membres de la famille des grévistes ont, également, enregistré des décès, dont de nouveau-nés et des épouses de cheminots, faute de soins, parce que les cheminots n'ont plus un sou.

Autres conséquences ? Plusieurs familles ont été expulsées de leur logement à cause d'impayés de loyers, ainsi que des enfants de certains d'entre eux qui ne vont plus à l'école. D'autres cheminots en grève de la faim sont hospitalisés dans des états graves : Souleymane Bagayoko, Souleymane Monson Traore, Sékou Keita, Mathurin Keita, Sekouba Niaré, Abdoulaye Diarra, Bassirou Diakité, etc.

« Au tout début, l'Etat nous devaient 9 mois d'arriérés de salaire. Sur ces 9 mois, 5 mois ont été payés dont la moitié à servi à payer les dettes et maintenant ils nous doivent 7 mois car les mois se sont accumulés au fil du temps », Explique Boli Diandian Keita, président de la coopérative des

conducteurs de trains du Mali.

Les grévistes sont déterminés à aller au bout de leur combat, ils réclament des garanties sur les modalités de paiement des arriérés de salaire : « Il y a eu des démarches. Nous avons discuté avec les médiateurs, mais nul part, nous n'avons pu obtenir de garanties de paiement programmés de nos salaires. Ils disent qu'ils vont nous payer. Mais quand ? », s'interroge Boli Diandian Keita.

La détresse des cheminots ne cesse de s'amplifier. « Des chefs de familles qui doivent prendre en charge leur foyer sont aujourd'hui des fardeaux pour leurs familles, incapable de subvenir aux besoins élémentaires de leurs familles... L'agonie de nos familles nous oblige à l'abandon de nos foyers pour une grève de la faim. Mourir pour la survie de nos foyers est une mort digne pour un cheminot », indique le leader syndical.

Malgré ces drames, les grévistes sont déterminés à continuer le mouvement jusqu'à la satisfaction de leurs doléances.

■ FADIMATA SAMOUNOU

Abonnez vous à votre **journal numérique Malikilé** pour recevoir les dernières informations du moment

Notre-Dame de Paris : Un chef-d'œuvre de l'architecture gothique de l'île de la Cité

La cathédrale Notre-Dame de Paris, communément appelée Notre-Dame, est la cathédrale de l'archidiocèse de Paris, située sur l'île de la Cité. Pendant de nombreux siècles, la cathédrale est l'une des plus grandes d'Occident. Longtemps

la plus haute construction de la ville, elle est l'un des monuments les plus emblématiques de Paris. Elle a inspiré de nombreuses œuvres, notamment le roman de Victor Hugo Notre-Dame de Paris. Au début du XXI^e siècle, la cathédrale est visitée

chaque année par quelque 13 à 14 millions de personnes. L'édifice, aussi basilique mineure, est ainsi le monument le plus visité de Paris et d'Europe.

Commencée sous l'impulsion de l'évêque Maurice de Sully, sa construction s'étend sur plus de deux siècles, de 1163 au milieu du XIV^e siècle. Après la Révolution française, la cathédrale bénéficie entre 1844 et 1864 d'une importante restauration, parfois controversée, sous la direction de l'architecte Viollet-le-Duc, qui y incorpore des éléments et des motifs inédits. Pour ces raisons, le style n'est pas d'une uniformité totale : la cathédrale possède des caractères du gothique primitif et du gothique rayonnant. Les deux rosaces, qui ornent chacun des bras du transept, sont parmi les plus grandes d'Europe. Édifice à la fois religieux et patrimonial, elle est liée à de nombreux épisodes de l'histoire de France. Église paroissiale royale au Moyen Âge, elle accueille l'arrivée de la Sainte Couronne en 1239, puis le sacre de Napoléon I^{er} en 1804, le baptême du duc de Bordeaux en 1821 et les funérailles de plusieurs présidents de la III^e République (Adolphe Thiers, Sadi Carnot, Paul Doumer). C'est aussi sous ses voûtes qu'est chanté un Magnificat lors de la libération de Paris en 1944 et qu'ont lieu des cérémonies à la mort des présidents Charles de Gaulle (1970), Georges Pompidou (1974) et François Mitterrand (1996). En 2013, le 850^e anniversaire de sa construction est célébré.



malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Malikile
74
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Mouvance présidentielle au Sénégal : L'avenir incertain de Mimi



A moins que le Président Macky Sall n'invente encore une autre institution taillée sur mesure pour elle, comme il l'avait fait avec la création du poste d'envoyée spéciale du président de la République, il n'existe plus aucune peinture pour Aminata Touré. Ancien Premier ministre, elle chausse désormais du triple X, ce qui fait qu'elle ne peut plus occuper une autre fonction de moindre importance.

L'ancien Premier ministre, Aminata Touré, s'éloigne de plus en plus du président de la République et de la sphère du pouvoir et elle semble ne plus être dans les bonnes grâces de Macky Sall, l'unique dépositaire des fonctions et des pouvoirs. En effet, son poste d'envoyée spéciale du président de la République a été supprimée. En plus, elle a été écartée du nouveau gouvernement post présidentiel et du Cabinet du président de la République. Et pour couronner le tout, les postes que son grade d'ancien Premier ministre pouvait lui permettre d'aspirer sont pourvus. Le poste de directeur de Cabinet du président de la République a été attribué à Augustin Tine, celui de chef de Cabinet donné à Mame Mbaye Niang et enfin ceux de Secrétaire général de la présidence de la République et de

Premier ministre occupés par Mahammad Boun Abdallah Dionne. Le seul poste dans le gouvernement qu'elle pouvait occuper en adéquation avec son statut d'ancien chef du gouvernement est celui de ministre des Affaires étrangères, un département confié à Amadou Ba. Du coup, l'avenir politique d'Aminata Touré se dessine en pointillé.

En outre, les institutions comme l'Assemblée nationale, le Haut conseil des collectivités territoriales (Hcct) et le Conseil économique social et environnemental (Cese) sont pourvues depuis belle lurette. A moins que le Président Macky Sall n'invente encore une autre institution taillée sur mesure pour elle, comme il l'avait fait avec la création du poste d'envoyée spéciale du président de la République, il n'existe plus aucune peinture pour elle. Il n'existe non plus aucune institution vacante pour loger Aminata Touré qui chausse désormais du triple X, pour avoir été Premier ministre. Cette dernière fonction fait qu'elle ne peut plus occuper une autre de moins prestigieuse.

Mais le président de la République a déjà inventé le Hcct et le poste d'envoyée spéciale. Il n'est pas impossible, au contraire, c'est bien dans l'ordre normal des choses, qu'il crée

encore d'un coup de baguette magique un poste égale en dignité à celui de Premier ministre pour contenter Aminata Touré, la caser et surtout la canaliser. En effet, il est très peu probable que Aminata Touré, connue pour son tempérament batailleur, accepte d'être mise au frigo sans réagir. Il faut rappeler que c'est elle qui avait déposé les dossiers de parrainage et de candidature du Président Macky Sall au Conseil constitutionnel. Elle avait également en charge le pool parrainage du candidat Macky Sall et elle est très active dans les réseaux sociaux durant la collecte de parrainage, la campagne électorale et même après le scrutin présidentiel du 24 février. Mais depuis la formation du nouveau gouvernement elle est devenue subitement aphone. Pourtant au temps de sa splendeur, au début de la seconde alternance, elle était considérée par beaucoup comme une dame de fer et surtout comme un probable successeur du Président Macky Sall. Mais beaucoup d'eau a coulé sous les ponts entre 2012 et aujourd'hui. Mieux, les priorités et les objectifs du Président Macky Sall ont changé avec le temps. L'ère n'est plus à la traque aux dignitaires libéraux, mais plutôt au dialogue politique inclusif.

Macky Sall lance l'opération rachat : « Même les plus grands joueurs sortent en cours de match »

Après avoir « sabré » nombre de ses partisans, non-reconduits dans le gouvernement, le président SALL a lancé l'offensive rachat. Ce, pour certainement empêcher les nombreux frustrés de réagir négativement. « Si nous avons des divergences, nous devons les exprimer en interne et pas dans la presse », aurait-il déclaré au cours de la réunion du secrétariat exécutif national (SEN) de l'Alliance pour la république (APR) tenue ce lundi.

Et Macky SALL de rembobiner : « Ceux qui me parlent par la presse, je ne les écoute pas et ils perdent de la valeur à mes yeux. Il est temps qu'on apprenne à analyser nos contre-performances et à cesser de nous vilipender », avant de se lancer dans la

justification. « Il faut comprendre que faire un gouvernement est l'une des choses les plus difficiles. Ce n'est pas parce qu'on sort un ministre qu'il est incompetent. Si j'avais un seul ministre compétent, je n'aurais pas réussi le bilan qui m'a fait réélire ».

Et comme pour atténuer la frustration de ses ex-ministres, le leader de l'APR renchérit : « Ce n'est pas parce que je me sépare ou je déplace un ministre qu'il n'est pas efficace. J'ai construit ce bilan avec vous. Sortir des ministres pour mettre d'autres permet au gouvernement de respirer. Même les plus grands joueurs sortent en cours de match. Lorsque je nommais un ministre, je ne lui demandais pas de explications. C'est ma prérogative de nommer des ministres.



Donc, les gens ne doivent pas s'émouvoir que je mette ou démette des ministres. Je n'ai aucune explication à donner à un ministre que je démetts ou que je mute à un autre département ».

Seulement, Macky SALL qui entame son dernier virage aura du mal à tempérer les ardeurs de ces responsables de l'APR qui peinent à comprendre ses choix.

La Cathédrale Notre-Dame de Paris : Le toit du bâtiment le plus visité d'Europe a brûlé

Violent incendie à l'origine de court-circuit a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, symbole de la capitale, d'immenses flammes dévorant la toiture du bâtiment le plus visité d'Europe.

Les premières images prises à l'intérieur et à l'extérieur de la cathédrale Notre-Dame de Paris montrent l'ampleur des dégâts, après le violent incendie qui s'est déclaré dans le bâtiment, lundi 15 avril dans la soirée. Le « péril du feu » est « écarté », mais des doutes subsistent quant à la résistance de la structure, a indiqué mardi 16 avril le secrétaire d'Etat à l'intérieur, Laurent Nuñez.

« Un incendie de cette ampleur à un impact sur les structures, il faut pouvoir s'assurer qu'elles sont toujours stables pour permettre à nos hommes de pouvoir de nouveau pénétrer à l'intérieur », a



poursuivi Laurent Nuñez. Quelque 400 pompiers ont lutté près de douze heures contre les flammes. Le feu a pris dans les combles de la cathédrale et gagné la flèche, qui s'est effondrée sur elle-même. « Les deux tiers de la toiture de Notre-Dame ont été ravagés », a précisé le général Jean-Claude Gallet, commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris. Le parquet de Paris a ouvert une

enquête préliminaire, confiée à la direction régionale de la police judiciaire, pour « destruction involontaire par incendie ». Monument historique le plus visité d'Europe, la cathédrale gothique est inscrite au patrimoine mondial de l'humanité depuis 1991. Entre 12 à 14 millions de touristes visitent chaque année ce chef-d'œuvre de l'architecture gothique de l'île de la Cité.

Le CONOR outille la presse spécialisée : Les journalistes sportifs initiés aux 8 lois de jeu modifiées par la FIFA

Pour la bonne couverture médiatique des compétitions footballistiques nationales et internationales, le Comité de normalisation de la fédération malienne de football à travers son département des arbitres et en partenariat avec l'Association des Journalistes Sportifs du Mali (AJSM) et le Réseau des reporters sportifs et culturels francophones, a organisé le samedi 13 avril dans la salle de conférence du Stade du 26 mars, une formation basée sur les 17 lois de jeu de la FIFA et ses innovations. Cette conférence animée par trois instructeurs de la FIFA, Ibrahim A Haidara, Fatoumata Diallo et Balla Diarra a enregistré la présence du Président des arbitres du Mali, Koman Coulibaly et de l'arbitre international Mamadou Keita. Ils étaient au nombre d'une trentaine de journalistes sportifs et cultu-

rels du Mali à prendre part à cette session de formation. Une formation qui portait sur les 17 lois de jeu, dont 8 nouvelles. Il s'agit des lois, 3, 4, 5, 8, 12, 13, 14 et 16.

A titre d'exemple, dans la loi N° 3 contrairement à la disposition précédente, le joueur remplacé doit quitter le terrain par le point des limites du terrain le plus proche de l'endroit où il se trouve, à moins que l'arbitre ne l'autorise à sortir rapidement ou immédiatement au niveau de la ligne médiane.

Le même changement revient au niveau de la loi N°4. Maintenant, les maillots de corps multicolores ou à motif sont autorisés s'ils reprennent les mêmes couleurs ou motifs que la manche du maillot.

Auparavant dans la loi N°5 l'arbitre prenait des mesures à l'encontre des officiels d'équipe qui n'ont pas un comportement responsable et peut les exclure du terrain et de ses abords immédiats. Dans la nouvelle disposition, les arbitres pourront dorénavant infliger un carton jaune ou un carton rouge à un officiel d'équipe, en cas de mauvaise conduite (les Lois du jeu reprendront les principales infractions passibles d'un carton).

Par ailleurs, concernant l'assistance Vidéo à l'arbitrage (VAR), il est indiqué que l'arbitre doit intervenir par rapport à 4 choses. Il s'agit du but marqué ou non marqué, en cas de penalty ou pas penalty, dans la délivrance du carton rouge direct et par rapport à l'identité erronée des joueurs.



Faut-il rappeler que la VAR, après la coupe du monde a obtenu des résultats satisfaisants. On évoque 9% de réduction des fautes, 15% de réduction de cartons jaunes, 6,4% de réduction de cartons rouges, 19% de réduction des prestations et 43% de réduction des simulations.

Dans son intervention, l'instructeur Ibrahim A Haidara, dira que cette formation consiste à informer et former les journalistes sportifs et culturels sur les 8 lois de jeu modifiées par la FIFA pour la saison 2019-2020. Selon lui, auparavant un capitaine qui gagnait le torse devait décider du camp mais maintenant, il a le choix de décider de donner le coup d'envoi ou de choisir le camp en début de match.

A noter que la FIFA a décidé de mettre en pratique ces modifications des lois de jeu à partir du 1er Juin 2019. Et qu'elle a décidé maintenant de faire appeler l'arbitre central "Arbitre Principal" et les assistants "Les Autres Arbitres".

CAN 2019 : Mohamed MAGASSOUBA affiche son objectif

Qualifiés pour la phase finale de la coupe d'Afrique des nations, les Aigles du Mali connaissent désormais leurs adversaires de la phase de poules. Dans le groupe E, ils affronteront la Mauritanie, la Tunisie et l'Angola pour décrocher une place en 8^è de finale. Le sélectionneur du Mali Mohamed Magassouba, invité sur l'ORTM, a dévoilé son objectif. «Même le plus petit des entraîneurs a son objectif et tout le monde vise la même chose. Sur les

24 nations qualifiées, tout le monde veut gagner le trophée », a d'abord indiqué le technicien.

Et de poursuivre : « Moi personnellement mon objectif c'est de gagner une CAN avec le Mali. C'est un objectif personnel, c'est n'est pas pour mettre la pression sur les joueurs ou encore de donner un faux espoir aux Maliens. Mais je dis personnellement, je veux remporter la CAN pour le Mali », a martelé Mohamed Magassouba.



ASSEMBLEE NATIONALE : La motion de censure tant annoncée ne figure pas dans l'avis du Secrétaire Général.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aspirerez à faire l'unanimité, mais vous devrez mettre vos prétentions de côté, car certaines de vos propositions indisposeront des collègues de travail. Cela vous gênera, car vous ressentirez une volonté de vous laisser sur le bord de la route.

Un euro plus un autre euro sera un premier pas vers plus de richesse. Convaincu que les petits ruisseaux font de grandes rivières, vous serez satisfait de ce que vous encaisserez en plus. Ces gains, même petits, vous motiveront sur le plan financier.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les tâches actuelles sont plaisantes et offrent des satisfactions. Il faut attendre si vous souhaitez évoluer, votre progression se fait avec une lenteur. Plus de responsabilités vous sont données et l'appui de collègues influents vous aide à avancer.

Il vous appartient de faire des économies, car les dépenses vont bon train. Vous pouvez facilement craquer pour des articles liés à la mode ou des gadgets. Le contexte est aux économies et vous préférez faire les boutiques sans acheter, en flânant.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Mercury et Soleil en Bélier vous apportent beaucoup d'énergie. Mettez celle-ci à profit pour faire évoluer votre carrière. Les choses ne bougent pas et ça vous pèse. C'est le moment de prendre le taureau par les cornes en multipliant les initiatives.

Votre humeur ne vous poussera guère à faire des folies côté dépenses aujourd'hui. Même acheter ce dont vous avez besoin de manière urgente sera compliqué. Rien ne vous satisfera et vous rentrerez bredouille. Confiez plutôt cet achat à quelqu'un de confiance.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Mars pourrait entraver votre progression. Des négociations seront bloquées, vos attributions modifiées, de l'instabilité sera à prévoir dans votre projet. Pour certains, n'excluez pas la possibilité d'une rupture de contrat, souhaitée ou imposée.

Vous ferez bon usage de vos euros et surtout vous contrôlerez mieux vos dépenses. Plus conscient de la valeur de l'argent, vous achèterez utile. Si vous en avez de côté, vous chercherez à le faire fructifier intelligemment avec des placements surs.



Lion (22 juillet - 23 août)

N'essayez pas de faire les choses dans votre coin et vous pourrez vérifier l'adage : l'union fait la force. Si vous cherchez à vous démarquer, faites-le au sein de votre groupe de travail en montrant que vous avez les moyens de concrétiser vos idées.

Vous aurez probablement une affaire financière à mener. Or Mercury sera dans l'inconstant signe des Poissons, ce qui ne va pas faciliter votre tentative de négociation. Prenez votre mal en patience et surtout, ne vous laissez manipuler par personne.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Le désir de changer d'activité commence à vous préoccuper. Vous aimeriez trouver un poste où vous êtes plus valorisé. Un peu de patience est recommandée, car l'évolution nécessite des étapes. Un de vos collègues peut vous donner un coup de piston.

Les dépenses continuent d'être au rendez-vous. Il faut du temps pour rééquilibrer votre trésorerie qui est insuffisante pour les loisirs et les distractions. Pensez à payer en plusieurs fois ou à décliner des achats. La frustration est assez présente.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une fine intuition vous permettra de flairer les bonnes opportunités professionnelles et les mauvais plans. Ça tombe bien, car on vous fera une proposition alléchante qui ne sera qu'un écran de fumée. Déclinez cette offre, d'autres portes plus évolutives vous attendent. Vous ne pourrez pas vous empêcher de penser à vos comptes. Vous cherchez des idées pour arrondir vos finances, et même épargner un peu plus. Vous avez raison, une occasion pourrait bien se présenter de façon totalement inattendue.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre charisme et votre sens relationnel joueront en votre faveur pour obtenir des appuis ou un statut plus valorisant. Vous saurez vos dossiers de manière convaincante. Si vous cherchez un job, votre réseau vous mettra sur des pistes intéressantes.

Vos comptes afficheront un solde créditeur rassurant qui vous permettra de faire tourner votre budget, et même un peu plus. Veillez à rester réaliste dans les engagements financiers que vous prendrez. Ils devront être compatibles avec vos charges fixes.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous devrez calculer les risques professionnels et guetter l'occasion d'avancer vos pions. Oubliez l'argent pour le moment. D'autres enjeux sembleront plus importants comme votre renommée, l'évolution de votre carrière, la reconnaissance de votre talent.

Une somme d'argent que vous gagnerez sera injectée dans un projet. Lorsque vous en parlerez autour de vous, les réactions seront mitigées et on vous trouvera déraisonnable. Sans abandonner votre idée, peut-être devrez-vous limiter votre investissement.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous travaillez avec une conscience professionnelle au milieu d'une désorganisation. Des attentes existent et vous êtes déçu par les façons de travailler des collègues. Ne vous préoccupez pas trop de ces détails, l'évolution reste favorable pour votre carrière.

Les dépenses sont encore déséquilibrées par rapport aux entrées d'argent. Il est nécessaire de revoir vos frais et de vérifier si vous avez l'utilité de tous vos achats. La famille peut vous donner de bons conseils ou vous épauler en donnant un service.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le flair sera votre atout, soutenu par Neptune qui vous aidera à vous adapter aux événements, voire même à les devancer. Ce qui ne manquera pas de vous faire marquer des points vis-à-vis de votre hiérarchie. Profitez-en pour aborder de nouvelles responsabilités.

Ne cherchez pas à combler votre ennui par des dépenses inutiles. Certes, vous saurez négocier pour faire baisser les prix ou obtenir des réductions avantageuses, mais ce n'est pas une raison ! Si vous craquez, conservez les tickets de caisse, on ne sait jamais.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce qu'il y aura de positif dans votre travail est qu'il ne sera pas question de concurrence, encore moins déloyale, mais plutôt d'émulation et de coopération. Tout le monde réalisera qu'une dynamique commune sera plus efficace quand chacun y met du sien.

Vous trouverez facilement des créneaux porteurs et vous saisirez rapidement les opportunités qui vous tenteront. Un conseil cependant : même si tout semblera facile, évitez de prendre des risques sous l'influence du Bélier dans votre secteur II.



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net

